

# salaires en Algérie de 2001-2015

Les administrations centrales de l'Etat représentent 313.171 agents, soit 15,50%, les services déconcentrés de l'Etat 813 725 agents, soit 41,57%, l'administration territoriale 312 009 agents, soit 15,4%, les établissements publics à caractère administratif 449 268 agents, soit 22,24%, et les établissements publics à caractère scientifique et technologique 105 999 agents, soit 5,25%.

Il y a lieu de relever la jeunesse car les moins de 30 ans représentent 274 074 agents, les 30/40 ans 735 756 agents, les 41/50 ans 668 725 agents, les 50/59 ans 92 580 et les plus de 60 ans seulement 20 944 agents.

Par grands secteurs, l'intérieur et les collectivités locales représentent 29,22%, l'éducation nationale 29,34% avec un effectif féminin de 297 394 sur un total de 592 831 agents, la santé publique 13,19% avec un effectif féminin de 138 581 sur un total de 266 525 agents, l'enseignement supérieur 8,50% avec un effectif féminin de 95 118 sur un total de 171 761 agents, les finances 4,15%, la formation professionnelle 2,80%, la justice 2,16% et les autres secteurs 10,64%.

## 4.- Pour une nouvelle politique de l'emploi et des salaires

Concernant l'aspect macroéconomique global, il existe une loi universelle, le taux d'emploi est fonction du

taux de croissance et des structures des taux de productivité relevant d'entreprises compétitives à valeur ajoutée.

L'on ne crée pas des emplois par décret, la solution de facilité étant la création d'emplois dans l'administration.

Le taux de chômage officiel de 11% est fortement biaisé incluant les sureffectifs tant des administrations que des entreprises publiques, des emplois temporaires fictifs (5 mois non créateurs de valeur ajoutée comme par exemple pour faire et refaire des trottoirs) et les emplois dans la sphère informelle.

Paradoxalement, du fait de l'allocation sectorielle d'investissement via la dépense publique, fortement biaisée privilégiant les emplois à très faibles qualifications comme le BTPH (70% de la dépense publique), les diplômés ont plus de chance d'être chômeurs expliquant le faible taux de croissance et de productivité. Il faudra créer entre 300 000/400 000 postes de travail par an entre 2017-2020, qui s'ajoutent au taux actuel du chômage, sous-estimé du fait de la pression démographique, de l'entrée sur le marché du travail de la population féminine sous-estimée dans les statistiques, afin de résoudre le lancinant problème du chômage.

Que deviendront les 2 millions

d'étudiants sortis des universités entre 2018-2020 ? D'une manière générale, les réserves de change ne sont qu'un signe monétaire permettant de stabiliser la monnaie par rapport au dollar et à l'euro et non signe de développement. Méditons les expériences du syndrome hollandais (aisance financière et corruption généralisée) et la Roumanie de l'ère communiste avec une dette extérieure égale à zéro mais une économie en ruine.

L'inflation et le chômage que l'on comprime artificiellement en Algérie par le canal de la rente des hydrocarbures sont les conséquences de la maladie du corps social, c'est-à-dire des incohérences des politiques socioéconomiques. Sans les subventions généralisées, non ciblées, combinées au dérapage du dinar, en cas de non-accroissement de la production et de la productivité réelle, de la baisse des réserves de change qui tiennent la valeur du dinar à 70%, le taux d'inflation pourrait, dans les années à venir, atteindre les deux chiffres avec d'inévitables tensions sociales.

Avec la baisse des recettes des hydrocarbures, cette situation des subventions généralisées, des avantages fiscaux et les intérêts bonifiés accordés à maints secteurs sans analyse d'impacts, est intenable.

Sans les emplois improductifs et en plus en cas de réduction de la dépense publique, le taux de croissance étant tiré à 70/80% directement et indirectement par la dépense publique via les hydrocarbures, dont le BTPH, avec le risque d'une bulle immobilière, avec la baisse du pouvoir d'achat, le taux de chômage dépasserait largement le taux officiel. Gouverner étant de prévoir, il s'agira, en fonction des résultats quantifiés et datés, de mettre en place des stratégies d'adaptation tant sur le plan économique que social et politique solidaires, supposant un large front national, tenant compte des différentes sensibilités, des mutations locales et internationales, étant à l'aube de la quatrième révolution économique mondiale avec de profonds bouleversements géostratégiques<sup>(1)</sup>.

A. M.  
ademmebtoul@gmail.com

1) Audit réalisé sous la direction du Professeur Abderrahmane Mebtoul avec une équipe pluridisciplinaire composée d'experts algériens de différentes spécialités – «Quelle politique de l'emploi et des salaires pour l'Algérie?» (Présidence de la République, 8 volumes 2008-2009) toujours d'une brûlante actualité.